

Accusé de réception en préfecture :	006-220600019-20260330-lmc150024-AR-1-1
Date de télétransmission :	9 avril 2026
Date de réception :	9 avril 2026
Date d'affichage :	
Date de publication :	10 avril 2026



D É P A R T E M E N T D E S A L P E S - M A R I T I M E S

ARRÊTÉ N° MDA/2026/0220

portant fixation du prix des repas du service de portage de repas à domicile, habilité au titre de l'aide sociale du "CCAS de "VILLEFRANCHE-SUR-MER"
Pour l'exercice 2026

*Le Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,*

Vu le code général des collectivités territoriales dans ses I^{ère} et III^{ème} parties ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale du 8 décembre 2017 approuvant le règlement départemental d'aide et d'actions sociales ;

Vu la délibération de la commission permanente du 7 juin 2019, adoptant la mise à jour du règlement départemental d'aide et d'actions sociales, modifiant notamment les articles 2.63 et 2.64 ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil départemental du 13 février 2026 fixant, pour l'année 2026, les prix des repas des foyers-restaurants et des services de portage de repas habilités au titre de l'aide sociale ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le prix des repas du service de portage de repas à domicile, habilité au titre de l'aide sociale du « CCAS de VILLEFRANCHE-SUR-MER » sont fixés, à compter du 1^{er} janvier 2026, comme suit :

Portage de repas : 7,77 €

ARTICLE 2 : La participation réglementaire laissée à la charge des intéressés est fixée conformément à l'article 2.64 du règlement départemental d'aide et d'actions sociales.

ARTICLE 3: Conformément aux dispositions de l'article R.421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs devant le tribunal administratif de Nice : 18, avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice cedex 1 /Télérecours : nice.tribunal-administratif.fr.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil départemental et la personne ayant qualité pour représenter le « CCAS de VILLEFRANCHE-SUR-MER » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

Nice, le 30 mars 2026

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur de la Maison départementale de
l'autonomie

Sébastien MARTIN